

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Avant-propos	9
Sommaire	13
Introduction générale	
David HIEZ et Alain KENMOGNE SIMO	17

PREMIÈRE PARTIE L'INSERTION DE L'ACTE UNIFORME DANS LE CADRE COOPÉRATIF AFRICAIN

LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT

Le droit des sociétés coopératives africaines, vecteur du développement économique et de consolidation étatique

Sergio ESONO ABESO TOMO	47
Introduction	47
I. L'importance des sociétés coopératives dans le développement des pays africains membres de l'OHADA.....	50
A. Les obstacles au développement du mouvement coopératif en Afrique	50
1. Les facteurs structurels empêchant l'émergence de la dynamique coopérative en Afrique	51
2. Le facteur humain : un obstacle majeur à l'émergence de la dynamique coopératif en Afrique.....	52
B. L'entrepreneuriat social et la création des conditions du développement national	54
1. L'émergence du phénomène de l'entrepreneuriat social	54
2. Le rôle de l'entrepreneur social dans la création des conditions du développement économique national	55
II. Le rôle des sociétés coopératives dans le progrès économique et social des pays en voie de développement.....	56
A. Les différentes branches d'activité des sociétés coopératives.....	57
1. La contribution des sociétés coopératives aux activités de production	57
2. La contribution des sociétés coopératives au développement des services de santé et de l'éducation nationale	60

B.	La contribution des sociétés coopératives au développement économique global d'un pays et à la formation ou la consolidation de l'État.....	61
1.	Les principaux domaines de contribution des sociétés coopératives au développement économique.....	61
2.	La contribution des sociétés coopératives à la formation et à la consolidation de l'État en Afrique	62

Les enjeux de la société coopérative : évolution et perspectives

	Geneviève BRÉMOND SARR.....	65
	Introduction	65
I.	La coopérative : une conception différente de l'entreprise.....	69
A.	Une approche alternative de l'entreprise.....	69
1.	Le socle de la coopérative : Le socialisme utopique.....	69
2.	Les valeurs prônées par le mutualisme	71
B.	La coopérative au Sénégal	73
1.	La genèse de la coopérative	73
2.	Vers un désengagement de l'État.....	75
II.	L'avènement de la société coopérative dans l'OHADA	77
A.	Les contours de la coopérative dans l'OHADA	77
1.	La consécration des principes coopératifs	78
2.	Une gestion placée sous la responsabilité de ses membres	79
B.	La coopérative un instrument de promotion individuelle et de développement économique	80
1.	La coopérative un instrument de promotion individuelle	80
2.	La promotion de la coopérative comme instrument de développement économique.....	84

LE CONTEXTE JURIDIQUE

L'évolution historique du droit des sociétés coopératives en Afrique

	Willy TADJUDJE	89
	Introduction	89
I.	L'instrumentalisation des mouvements coopératifs pendant la période coloniale	90
A.	La colonisation française	91
1.	Des origines jusqu'à la seconde guerre mondiale.....	91
2.	De la seconde guerre mondiale aux indépendances.....	93
B.	Les autres colonisations	95
1.	La colonisation belge.....	96
2.	La colonisation anglaise	96
II.	L'autonomisation progressive des mouvements coopératifs pendant la période postcoloniale	97
A.	Une large ingérence des États dans le fonctionnement des coopératives des indépendances aux années 1990	98

1.	Dans les ex-colonies françaises	98
2.	Dans les autres anciennes colonies	99
B.	Le retrait de l'état des mouvements coopératifs depuis les années 1990	100
1.	Les pays sans troisième génération de coopératives	100
2.	Les pays ayant connu une troisième génération de coopératives	102
	Conclusion	104
	Annexe	105

La Genèse de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives

	Mathias TSAGUÉ	111
	Introduction	111
I.	Éléments déclencheurs de l'A. U sur les sociétés coopératives	112
II.	Historique de l'A. U relatif au droit des sociétés coopératives	113
III.	Leçons à tirer	114
	Conclusion	115

DEUXIÈME PARTIE L'INSERTION DES COOPÉRATIVES DANS UN CADRE JURIDIQUE ORIGINAL

LE CADRE SOCIÉTAIRE

Bonheur et malheur des emprunts aux sociétés commerciales

	Patrice Samuel Aristide BADJI	123
	Introduction	123
I.	Des emprunts bénéfiques certains	128
A.	La typologie des emprunts	128
1.	Protection des tiers	128
2.	Le souci de transparence	128
3.	La prise en compte de l'intérêt social	129
4.	Loyauté et fidélité	130
5.	Principe du contradictoire	131
B.	La recherche de l'efficacité économique : fondement des emprunts aux sociétés commerciales	131
1.	Le besoin de financement	131
2.	Le besoin d'adaptation	134
II.	Des emprunts risqués perceptibles	135
A.	Un risque d'héritage des incomplétudes relevées en droit des sociétés commerciales	135
B.	Un risque de dévoiement de l'esprit coopératif	138
	Conclusion	139

L'intercoopération et son impact sur le développement des sociétés coopératives

Sara Nandjip MONEYANG	141
Introduction	141
I. Les atouts de l'intercoopération	143
A. Le prolongement de l'action des coopératives	143
B. La mise en place des pratiques intercoopératives	145
II. Les aléas de l'intercoopération	146
A. Les limites de la pratique de la préférence coopérative	146
B. Le caractère conflictuel des intérêts coopératifs	148

LE CADRE INSTITUTIONNEL

Interrogations autour du champ d'application de l'AUSCOOP (articles 1 à 3 et 389 à 396)

Alain KENMOGNE SIMO	153
I. Le champ d'application temporel de l'AUSCOOP	154
A. Les coopératives non encore constituées au moment de l'entrée en vigueur de l'AUSCOOP	154
B. Les coopératives déjà entièrement constituées lors de l'entrée en vigueur de l'AUSCOOP	156
II. Le champ matériel d'application de l'AUSCOOP	158
A. L'hypothèse de l'intégration des GIC dans l'AUSCOOP	159
B. L'intégration des mutuelles dans l'AUSCOOP	161

Les pouvoirs des faîtières

Adjita A. SHAMSIDINE	163
Introduction	163
I. Le pouvoir économique des faîtières	166
A. Un pouvoir très étendu	166
1. Domaine d'exercice du pouvoir économique	166
2. Finalité de l'exercice du pouvoir économique	168
B. Une légère restriction	168
1. Domaine de la restriction du pouvoir	168
2. L'intérêt de la restriction du pouvoir	170
II. Le pouvoir politique des faîtières	170
A. L'organisation de la politique interne	171
1. Une organisation administrative des entités affiliées	171
a. Une administration centralisée	171
b. Une centralisation justifiée	172
2. Un pouvoir juridique reconnu	173
a. Une souplesse dans la répartition des droits entre les membres	173
b. Un contrôle des activités des entités affiliées	174
α. Le contrôle proprement dit	175
β. L'alerte	176

B.	L'organisation de la politique externe.....	176
1.	Une compétence exclusive de la faîtière.....	176
2.	Une finalité commune	177
	Conclusion.....	178

LE REGISTRE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

L'insuffisance du cadre juridique général du registre des sociétés coopératives en droit OHADA des sociétés coopératives

	Willy TADJUDJE	181
	Introduction	181
I.	L'incomplète fixation des fonctions du registre des sociétés coopératives.....	183
A.	L'absence de fonction d'inscription des sûretés.....	183
B.	La reconnaissance indirecte d'une fonction de contrôle	185
II.	La difficulté de détermination de l'autorité locale compétente en charge de la tenue du registre des sociétés coopératives.....	188
A.	Le registre local précédemment tenu principalement par les services du ministère de l'agriculture	188
B.	La motivation du choix de l'OHADA porté sur « l'autorité déconcentrée ou décentralisée en charge de l'administration territoriale ».....	189
C.	Les réserves adressées au choix de l'OHADA.....	190
D.	Les perspectives envisageables	191

L'indétermination du contentieux de la tenue du registre des sociétés coopératives dans l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives

	Marie Duvalé KODJO GNINTEDEM	193
	Introduction	193
I.	La reconnaissance du contentieux de la tenue du RSC	195
A.	Une reconnaissance inachevée	195
B.	Une reconnaissance perfectible	198
II.	La fixation de la procédure contentieuse	199
A.	L'identification de l'autorité habilitée à recevoir le recours	200
B.	Les délais pour agir	202
	Conclusion.....	203

TROISIÈME PARTIE LE FONCTIONNEMENT DE LA COOPÉRATIVE

LA GOUVERNANCE

Les associés coopérateurs

Stéphanie KWEMO.....	211
Introduction	211
I. L'existence d'une communauté d'intérêts entre les associés coopérateurs.....	213
A. La manifestation de la communauté d'intérêt entre les associés coopérateurs	213
1. Le lien commun entre les associés coopérateurs	213
2. La propriété collective de la société coopérative	215
B. Les mécanismes de garantie de la communauté d'intérêt entre les associés coopérateurs.....	216
1. La liberté d'adhésion de l'associé coopérateur.....	217
2. La faculté d'exclusion de l'associé coopérateur par la coopérative.....	218
II. La double qualité de l'associé coopérateur.....	219
A. La signification du principe de double qualité	219
1. Le double rapport d'association et d'activité.....	219
2. La règle de l'exclusivisme	220
B. Les implications du principe de double qualité.....	221
1. La qualité d'associé des membres de la coopérative	221
2. La qualité de coopérateur des membres de la coopérative....	223
Conclusion.....	224

Les affres de la gouvernance coopérative : de l'édiction de règles à leur mise en application

David HIEZ	225
Introduction	225
I. État des lieux	226
A. La spécificité de la gouvernance coopérative.....	227
1. L'implication des membres	227
2. Le principe démocratique	228
3. L'émancipation individuelle par le collectif.....	229
B. La réalité de la gouvernance coopérative africaine	231
1. Les obstacles à la bonne gouvernance	231
a. La sous-formation	231
b. Les hiérarchies traditionnelles.....	232
2. Le constat d'une gouvernance insatisfaisante.....	234
a. L'opacité de la gestion	234
b. L'intérêt des dirigeants.....	235

II.	L'incidence de l'acte uniforme sur la gouvernance coopérative	236
A.	Les chances de formalisation ouvertes par l'AU	236
1.	Le fonctionnement des organes	236
2.	La tenue des registres	239
3.	La tenue des comptes	240
B.	Les dangers d'inapplication de l'Acte uniforme	241
1.	Le plongeon dans l'informel	243
2.	Le risque d'inapplication	243

LES ASPECTS FINANCIERS

Le sort des excédents (de gestion en droit OHADA des sociétés coopératives)

Séverine MENÉTREY	247	
Introduction	247	
I.	L'obligation de constitution de réserves	250
II.	Le versement éventuel de ristournes	251
III.	La rémunération éventuelle du capital	253

La liquidation de la société coopérative

Grégoire JIOGUE	257	
Introduction	257	
I.	Le classicisme des règles de mise en œuvre de la liquidation	259
A.	L'intervention du liquidateur	259
1.	Les pouvoirs du liquidateur	259
a.	La réalisation de l'actif	259
b.	Le règlement du passif	260
c.	La continuation des affaires	261
2.	Les obligations du liquidateur	261
B.	L'intervention des associés et du juge	262
1.	Le choix et la révocation du liquidateur	262
2.	Le contrôle de la mission du liquidateur	262
II.	Le classicisme des règles régissant les suites de la liquidation	263
A.	Les suites normales	263
1.	La clôture de la liquidation	263
a.	Le délai de clôture de la liquidation	263
b.	L'approbation des comptes définitifs de la liquidation ..	264
c.	La publication de la clôture de la liquidation	264
d.	La radiation de la société du Registre des Sociétés Coopératives	265
2.	La reprise des apports et la dévolution du boni de liquidation	265
B.	Les suites pathologiques	266
1.	Les responsabilités éventuelles	266
2.	La survenance d'un créancier oublié après la clôture de la liquidation	267

La soumission des sociétés coopératives aux procédures collectives d'apurement du passif de l'OHADA

Denis Roger SOH FOGNO	269
Introduction	269
I. La détermination de la société coopérative à soumettre aux procédures collectives	272
A. Les sociétés coopératives proprement dites	273
1. La société coopérative personne morale	273
2. Les associés coopérateurs de la société coopérative	274
B. Les protubérances de la société coopérative	278
1. L'identification des excroissances des sociétés coopératives	278
2. La soumission aux procédures collectives des excroissances des sociétés coopératives	279
II. La détermination de la procédure collective à administrer à la société coopérative	280
A. L'indifférence de la nature de la société coopérative	280
1. Le cas discutable des sociétés coopératives d'assurance, d'épargne et de crédit	280
2. Le cas indiscutable des sociétés coopératives exerçant dans d'autres branches d'activités	282
B. La considération de la gravité des difficultés de la société coopérative	283
1. Les sociétés coopératives ayant cessé leurs paiements	284
2. Les sociétés coopératives éprouvant de simples difficultés de paiement	286
Conclusion	287

L'étendue de la liberté statutaire dans l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives

Grégoire JIOGUE	289
I. La liberté statutaire sur les questions réglées par l'AUDSC	290
A. Les questions entièrement réglées : le pouvoir de substituer les stipulations statutaires aux dispositions de l'AUDSC	290
1. Les questions entièrement réglées de manière absolue	291
2. Les questions entièrement réglées de manière relative	291
a. La substitution par des clauses contraires	291
b. La substitution par des clauses non contraires	292
B. Les questions partiellement réglées : le pouvoir de compléter les dispositions de l'AUDSC	293
1. L'autorisation explicite	293
2. L'autorisation implicite	294
II. La liberté statutaire sur les questions non réglées par l'AUDSC	295
A. Le pouvoir de choisir parmi les solutions offertes par l'AUDSC	295
B. Le pouvoir de consacrer les solutions suggérées par l'AUDSC	296

1.	Le pouvoir non limité	296
2.	Le pouvoir limité	297
C.	Le pouvoir de régler les questions renvoyées aux statuts par l'AUDSC	297
1.	Les questions relatives à la constitution de la société coopérative	297
2.	Les questions relatives au fonctionnement de la société coopérative	298

QUATRIÈME PARTIE

L'ACTE UNIFORME ET LES AUTRES NORMES JURIDIQUES APPLICABLES

L'application de l'acte uniforme sur les sociétés coopératives aux coopératives d'épargne et de crédit

Hubert Patrice ZOUATCHAM	305	
Introduction	305	
I.	L'étendue de l'application de l'acte uniforme aux sociétés coopératives d'épargne et de crédit	307
A.	La mise à disposition d'une forme sociale spécifique : la SCOPCA	308
B.	La tentative de réaffirmation des principes coopératifs dans les sociétés coopératives d'épargne et de crédit.....	309
1.	La réaffirmation du nécessaire respect des principes sociaux démocratiques.....	309
2.	La relative dénaturation-adaptation des principes économiques	311
II.	L'impact de l'application de l'acte uniforme aux sociétés coopératives d'épargne et de crédit	312
A.	Les mises en conformité nécessaires.....	313
1.	Les réformes statutaires à réaliser.....	313
2.	La modification des normes de gouvernance.....	313
B.	Le maintien d'un labyrinthe juridique dans ce secteur.....	315
1.	Les formes de conflits de lois pouvant exister.....	315
2.	L'absence de solution stable en cas de conflit de normes.....	318
Conclusion.....	320	

L'intervention des États parties dans la mise en œuvre réelle de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives

Ludovic GUEDJE.....	321	
Introduction	321	
I.	Une intervention prouvée	326
A.	Le fondement de l'intervention des États parties	328
1.	L'affirmation du principe de l'intervention des États parties par le Traité OHADA.....	328

2.	Les implications du principe.....	329
a.	La compétence des lois nationales dans la détermination de l'objet des sociétés coopératives.....	331
b.	La compétence des législations nationales dans la détermination des normes répressives.....	332
B.	La nécessaire articulation de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives avec les enjeux économiques nationaux.....	333
1.	Le contrôle impératif de l'État sur les sociétés coopératives : gage du respect des principes coopératifs.....	334
2.	La détermination du régime fiscal applicable aux coopératives : une prérogative de l'État.....	335
II.	Une intervention éprouvée	338
A.	L'incertitude quant aux règles déterminant la capacité juridique des coopérateurs.....	339
1.	L'incompréhensible renvoi aux conditions de capacités de l'Acte uniforme relatif au droit commercial général.....	339
2.	L'imprécision du renvoi aux législations nationales.....	341
B.	La question de l'organisation des registres des sociétés coopératives	342
1.	L'hésitation des choix de l'autorité en charge de la tenue du registre	343
2.	Les risques inhérents aux différents choix du législateur OHADA.....	346
Conclusion.....		347

Le droit des sociétés coopératives OHADA dans le monde

Hagen HENRÿ.....	349	
Introduction	349	
I.	L'évolution de la législation coopérative dans le monde et l'Acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives	352
A.	L'évolution de la législation coopérative dans le monde	352
1.	La distinction des sociétés coopératives des sociétés à capital.....	352
2.	L'assimilation des caractéristiques des sociétés coopératives à celles des sociétés à capital.....	353
B.	L'Acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives face à cette évolution de la législation coopérative	354
II.	L'émergence d'un droit coopératif global respectueux du droit public international coopératif.....	357
Conclusion.....	358	
Conclusion générale	359	
Table des matières	361	